

RÉVOLTE EN INDONÉSIE CONTRE LE GOUVERNEMENT D'EXTRÊME DROITE

Depuis le 20 mars, la colère gronde en Indonésie. Dans cet immense archipel asiatique comptant plus de 270 millions d'habitants, des manifestations d'une ampleur inédite ont lieu dans les grandes villes et notamment dans la capitale, Jakarta.

La cause du mouvement ? Un refus du retour de militaires aux postes clés de la vie politique. Le président a fait passer une loi à huis clos qui permet aux officiers en activité d'occuper des postes dans des institutions, tel que la Cour suprême ou les ministères... Dans un pays qui a connu une dictature anti-communiste jusqu'en 1998, et où l'armée a massacré des dizaines de milliers d'habitants au Timor et en Papouasie, la présence de militaires au pouvoir inquiète. Dans les années 1960, le régime avait aussi organisé un immense massacre de communistes, validé par l'occident : 500.000 à 3 millions de victimes. Un crime contre l'humanité impuni et peu connu, qui a anéanti la gauche indonésienne.

Le président actuel se nomme Prabowo Subianto et il est le gendre du dictateur sanguinaire Suharto. Il est aussi officier des forces spéciales et été accusé de nombreuses exactions. Il a succédé l'année dernière au président centriste Joko Widodo, qui était une sorte de Macron du Pacifique : il gouvernait avec l'extrême droite et a soutenu Subianto pour lui léguer le pouvoir.

Ces derniers jours, les cortèges réunissent des étudiant-es, des minorités, des ouvrier-es, journalistes, des artistes qui prennent la rue et affrontent la police... La répression est brutale. On compte des dizaines de blessé-es, des interpellations arbitraires, jusque dans les hôpitaux.

L'Indonésie est secouée par des vagues de révoltes régulières. En 2024, le gouvernement a voulu imposer une réforme électorale qui avait mis le feu aux poudres. Un an plus tôt, les ouvriers d'un centre industriel d'extraction de nickel avaient incendié les machines pour protester contre leurs conditions de travail. En 2022, des affrontements avaient lieu devant le Parlement contre l'augmentation du coût de la vie et le président. Malgré le durcissement politique, la colère gronde dans cette grande puissance asiatique.